

OHEC
373.280
9713
059HE/C

ÉDUCATION COOPÉRATIVE
DOCUMENT DE POLITIQUE

Ministère
de
l'Éducation

Chris Ward, ministre
Bernard J. Shapiro,
sous-ministre

Document de politique en
programmation aux cycles
intermédiaire et supérieur

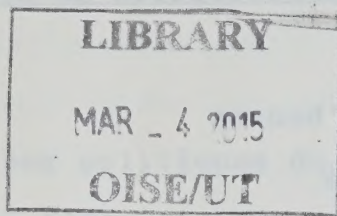
ÉBAUCHE POUR ÉTUDE CRITIQUE

Éducation coopérative

Projet pour fins de discussion seulement

Janvier 1988

TABLE DES MATIÈRES



Page

Préface

Introduction

L'apprentissage par l'expérience et l'éducation coopérative

Critères de prestation des programmes d'éducation

coopérative dans les écoles secondaires de l'Ontario

I. Prestation du programme

Entrevue et entretien d'orientation préalables au
cours

Orientation préalable au placement des élèves

Santé et Sécurité

Protection assurée par la Commission des accidents du
travail

Initiation au syndicalisme

Profils de formation et plans de formation
personnalisés

Placement

Contrôle

Dossier des élèves

Rôle du personnel non enseignant

Évaluation

Relevé de notes

Intégration

Cours d'éducation coopérative inspirés du
programme cadre Orientation

II. Gestion et administration du programme

Page

Nombre d'heures

Assiduité

Année/niveau

Octroi de crédits

Échec à l'une des composantes

Crédits obligatoires, CPO et éducation coopérative

Crédits octroyés dans le cadre de programmes
de cours regroupés

Supervision du programme

Crédits accordés en fonction des matières
étudiées précédemment

Rémunération

Coûts supplémentaires

Prospectus des cours

Comités consultatifs

Programmes d'éducation coopérative offerts l'été

Coordination des programmes d'éducation coopérative

III. Glossaire des termes

IV. Remerciements

PRÉFACE

Ce document expose les politiques du ministère de l'Éducation en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre des cours offerts dans le cadre du programme d'éducation coopérative dans les écoles secondaires de l'Ontario. Ces politiques annulent et remplacent les politiques antérieures énoncées dans les publications du ministère de l'Éducation de l'Ontario:

- Les écoles de l'Ontario aux cycles intermédiaire et supérieur. La préparation au diplôme d'études secondaires de l'Ontario (1984) (Circulaire EOCIS).
- Orientation (1984)
- Toutes les directives, notes et déclarations antérieures.

INTRODUCTION

Éducation coopérative

Depuis quelques années, la notion d'apprentissage par l'expérience prend de l'importance dans les écoles aussi bien élémentaires que secondaires. Le terme est souvent utilisé dans une acception générale pour désigner les programmes qui font du milieu de travail une partie intégrante du programme scolaire et permettent aux élèves d'entrer plus directement en contact avec les réalités qu'ils étudient.

Dans le cadre de ce document, l'apprentissage par l'expérience désigne un ensemble d'expériences d'éducation planifiées qui permettent aux apprenants de prendre part, à titre d'observateurs ou de participants, à des expériences extrascolaires et d'acquérir ainsi des attitudes, des aptitudes et des connaissances utiles pour leur travail et les autres rôles qu'ils devront assumer dans la vie.

L'éducation coopérative ne constitue qu'une forme de l'apprentissage par l'expérience et son rôle doit être défini par rapport aux autres formes d'apprentissage par l'expérience comme l'observation au poste de travail, l'expérience de travail, l'observation en milieu de travail, le jumelage et le mentorat.

Les participants aux programmes d'éducation coopérative passent plus longtemps dans un contexte extrascolaire que ceux qui optent pour les autres modes d'apprentissage par l'expérience et sont obligatoirement soumis, pour commencer, à un processus d'entrevue et d'orientation. Tout programme d'éducation coopérative bien organisé doit également comprendre un processus structuré d'orientation préalable au placement et de placement, un plan de formation personnalisé, un contrôle régulier sur le lieu de travail, une évaluation des activités extrascolaires et des sessions d'intégration régulières. Dans les écoles secondaires de l'Ontario, des programmes d'éducation coopérative sont offerts à tous les élèves de tous les niveaux du cycle supérieur.

En substance, l'éducation coopérative est un programme intégré qui combine une composante scolaire et une composante extrascolaire dans le cadre de laquelle les élèves sont placés dans des situations où ils doivent assumer certaines responsabilités et où l'apprentissage se fait essentiellement par l'action; les élèves ont également l'occasion de réfléchir à leurs expériences avec leurs camarades. Toutes les formes d'apprentissage par l'expérience sont utiles et il faut encourager les élèves à y participer soit isolément, soit dans le cadre d'une séquence structurée visant à leur permettre de parvenir au niveau de compétence et de maturité requis pour participer aux programmes d'éducation coopérative. Lorsqu'on parle d'expériences extrascolaires, il est important de reconnaître les différences entre l'éducation coopérative et les autres formes d'apprentissage par l'expérience.

Les activités d'apprentissage par l'expérience peuvent maximiser la croissance et le développement des élèves et mieux les préparer à une expérience d'éducation ccopérative si elles sont organisées dans le temps, en fonction de leurs besoins.

La séquence suivante convient aux élèves du palier secondaire :

<u>Mode d'apprentissage par l'expérience</u>	<u>Cadre temporel habituel</u>	<u>Octroi de crédits supplémentaires</u>	<u>Cycle suggéré</u>
Observation au poste de travail	1 jour	Aucun	Interméd.
Jumelage	1 à 2 jours	Aucun	Interméd.
Observation en milieu de travail	1 semaine max.	Aucun	Interméd.
Expérience de travail	1 à 4 semaines	Aucun	Supérieur
Éducation coopérative*	Entre un trimestre ou semestre entier et une année entière	Oui	Supérieur

*Voir la section sur les crédits obligatoires, les CPO et l'éducation coopérative.

ÉDUCATION COOPÉRATIVE

DÉFINITION

L'éducation coopérative est un mode d'apprentissage par l'expérience dont le programme intègre le travail scolaire et les études théoriques faites en classe à une expérience sur le lieu de travail. Elle suppose une association entre le secteur de l'éducation, le monde des affaires et de l'industrie et les syndicats. Dans la plupart des cas, elle entraîne la participation d'un(e) élève, d'un(e) enseignant(e), d'un(e) employeur(e) et d'un(e) agent(e) de formation/employé(e)

Dans le cadre de plans de formation personnalisés, les connaissances et les compétences enseignées en classe aux termes des programmes-cadres du ministère de l'Éducation sont appliquées aux expériences extrascolaires. Ces expériences sont pleinement intégrées au processus d'éducation de façon à associer de manière heureuse apprentissage et expérience.

Les élèves du cycle supérieur (11^e et 12^e années) à tous les niveaux de difficulté sont admissibles aux programmes d'éducation coopérative. Il faut aussi reconnaître que tous les élèves, quels que soient leurs objectifs postsecondaires, peuvent tirer profit d'une expérience d'éducation coopérative. Les programmes d'éducation coopérative contribuent à l'apprentissage et peuvent profiter à tous les élèves, qu'ils se destinent à l'université ou au collège ou décident d'entrer directement dans le monde du travail, en les aidant à prendre des décisions en matière de carrière et en leur fournissant les connaissances et les compétences nécessaires dans la société d'information.

L'éducation coopérative offre aux élèves :

- l'occasion de renforcer et d'enrichir leur expérience scolaire;
- l'occasion de mettre concrètement en pratique les aptitudes et les connaissances acquises dans certains domaines particuliers;
- un mode d'apprentissage structuré qui les aide à faire la transition entre l'école et le monde du travail;
- un programme de scolarité planifié;
- elle offre aux employeurs et aux enseignants l'occasion de partager leurs responsabilités dans le processus d'éducation;
- elle offre aux employeurs une occasion de participation aussi bien au niveau de l'acquisition des compétences que de la formation professionnelle.

CRITÈRES DE PRESTATION
DES PROGRAMMES D'ÉDUCATION COOPÉRATIVE
DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES DE L'ONTARIO

On trouvera ci-dessous un résumé des critères qui régissent la prestation des programmes d'éducation coopérative. Ces critères sont expliqués de façon plus détaillée dans les sections appropriées du document de politique.

- o Les enseignants qui prennent part aux programmes d'éducation coopérative doivent être qualifiés aussi bien dans le domaine de l'éducation coopérative que dans la matière scolaire qui fait l'objet de crédits extrascolaires.
C'est cette définition qui s'appliquera chaque fois qu'apparaîtra le terme "enseignant(e)" dans ce document de politique. (Se référer à la section sur la supervision des programmes.)

- o Les élèves doivent être inscrits à un cours offert à l'école au cycle supérieur ou l'avoir terminé préalablement avec succès. On peut faire exception à cette règle dans certaines situations particulières jugées être dans l'intérêt des élèves. (Se référer à la section sur l'année/le niveau.)

- o Un processus structuré doit être mis en place pour aider les élèves à faire leur choix parmi les cours offerts dans le cadre de l'éducation coopérative. Il faut rédiger des prospectus de cours clairs, les identifier sur la feuille de sélection des cours et procéder à des entrevues et à des entretiens d'orientation. (Se référer à la section sur l'entrevue et l'entretien d'orientation préalables au cours.)
- o L'enseignant(e) doit évaluer et approuver chaque poste de formation virtuel et mettre au point un plan de formation individualisé de concert avec l'agent(e) de formation. (Se référer à la section sur les profils de formation et les plans de formation personnalisés et à la section sur le placement.)
- o Il faut offrir à chaque élève, dans le cadre d'une activité de groupe, 15 heures au minimum de préparation au placement immédiatement avant le placement. (Se référer à la section sur la préparation au placement.)
- o Il faut procéder à des entrevues structurées afin de placer les élèves dans les postes de formation appropriés. (Se référer à la section sur le placement et sur la préparation au placement.)

- o Un(e) enseignant(e) doit aller contrôler sur place les progrès de l'élève toutes les 2 ou 3 semaines ou, si cela se représente plus souvent, toutes les 30 ou 40 heures de travail. Les élèves qui cherchent à obtenir des crédits au niveau fondamental et les élèves en difficulté demandent un contrôle plus fréquent. (Se référer à la section sur le contrôle.)

- o Un crédit sera accordé en reconnaissance de la réussite à un cours d'éducation coopérative d'une durée minimale de 110 heures. Le total du temps passé à l'école pour chaque cours d'éducation coopérative doit constituer au minimum un tiers et au maximum une moitié du total des heures requises pour obtenir un crédit. (Se référer à la section sur le nombre d'heures.)

- o Les élèves qui participent aux programmes d'éducation coopérative ne sont pas de simples observateurs mais doivent participer à une expérience d'apprentissage concrète et productive. Ils doivent passer suffisamment de temps dans le poste de formation. On recommande que les élèves consacrent à la composante extrascolaire deux tiers des heures requises pour obtenir un crédit. (Ceci pourrait comprendre le temps consacré aux activités d'orientation préalables au placement et aux activités d'intégration.) Les expériences d'éducation coopérative ouvrant droit à un seul crédit sont surtout utiles lorsqu'elles font partie d'un programme de cours regroupés. (Se référer à la section sur le nombre d'heures et les programmes de cours regroupés.)

- o Les élèves ne doivent pas recevoir de salaire ni de traitement horaire pour le travail effectué pendant les heures fixées dans l'accord sur la formation pratique. Les élèves ont le droit de recevoir une indemnité de leur employeur. (Se référer à la section sur la rémunération.)
- o Le rendement des élèves doit être supervisé et évalué par l'agent(e) de formation et par un(e) enseignant(e) qualifié(e) dans le domaine où l'élève cherche à obtenir des crédits et en éducation coopérative. L'agent(e) de formation doit fournir au moins trois évaluations écrites par semestre, six pour les programmes d'un an. (Se référer à la section sur l'évaluation.)
- o Des activités structurées visant à intégrer les composantes scolaire et extrascolaire doivent être organisées dans le cadre de l'une ou l'autre composante. Dans l'un et l'autre cas, elles doivent avoir lieu au moins cinq fois, pour un total minimal de 10 heures, chaque fois que la composante extrascolaire donne droit à deux crédits. (Se référer aux sections sur l'intégration et aux définitions du glossaire.)
- o Les composantes scolaire et extrascolaire d'un cours offert dans le cadre de l'éducation coopérative doivent normalement être suivies en même temps, chacune renforçant l'autre, pour se terminer à la fin de l'ensemble de la

période allouée au cours. La composante extrascolaire ne doit en aucun cas précéder la composante scolaire. (Se référer à la section sur les crédits accordés en fonction des matières étudiées précédemment.)

- o Les conseils scolaires doivent élaborer des politiques et des procédures relatives à la création, à la mise en oeuvre et à la gestion des programmes d'éducation coopérative. Ils doivent assurer la coordination entre les écoles et le conseil et collaborer avec les conseils dont le territoire de compétence coïncide avec le leur ou le chevauche. (Se référer à la section sur la coordination des programmes d'éducation coopérative.)
- o Pour être efficace, la supervision des programmes d'éducation coopérative exige que l'on dispose du personnel adéquat et que l'on veille à ce que les enseignants aient les qualifications requises. (Se référer à la section sur la supervision des programmes.)

PRESTATION DU PROGRAMME

Entrevue et entretien d'orientation préalables au cours

L'école doit établir des procédures pour déterminer quels élèves tireront le plus grand profit d'une expérience d'éducation coopérative. Notamment, de faire passer une entrevue structurée à chaque élève avant le début du cours. Il faut aussi maintenir un contact étroit avec la section d'orientation, l'administration scolaire et les parents pour s'assurer que les élèves ont choisi un ou des domaines de travail approprié(s) à leurs objectifs en matière d'éducation et de carrière.

Ce processus d'orientation et d'entrevue préalables est une composante essentielle du placement des élèves dans des postes de travail appropriés et doit avoir lieu même si l'école dispose d'un nombre suffisant de postes de travail pour tous les élèves.

Préparation des élèves au placement

Tous les élèves des programmes d'éducation coopérative doivent faire l'objet d'une préparation adéquate au placement. Cette préparation, d'une durée minimale de 15 heures, doit comprendre les sujets fondamentaux suivants : autoévaluation, acquisition des aptitudes nécessaires pour postuler un emploi (rédaction de demande d'emploi et de curriculum vitae, et entrevue), santé et sécurité, attentes de l'employeur(e), Loi sur les normes d'emploi et initiation au

syndicalisme. (Se référer à la publication du ministère de l'Éducation intitulée La préparation au monde du travail (Toronto, 1982).)

La préparation au placement doit avoir lieu immédiatement avant le placement de l'élève et peut être intégrée au temps alloué à la composante extrascolaire. Le mode de prestation le plus efficace est le travail de groupe.

Bien que l'idéal soit de confier la préparation au placement à l'enseignant(e) affecté(e) à l'éducation coopérative, l'enseignement d'équipe avec conseillers d'orientation, personnel-ressource communautaire et autre personnel est fortement encouragé.

Une préparation au placement efficace devrait déboucher sur une entrevue structurée qui donne aux élèves la possibilité de mettre en pratique leurs connaissances et leurs aptitudes auprès des employeurs de la collectivité. Tous les participants aux programmes d'éducation coopérative doivent être soumis à des entrevues structurées, lesquelles doivent, si possible, être compétitives afin de préparer les élèves, avec le plus de réalisme et d'efficacité possible, au processus d'entrevue et de demande d'emploi actuellement en vigueur sur le marché du travail. Il est important que l'entrevue ait lieu sur le lieu de travail avec un(e) agent(e) de formation qualifié(e). Une entrevue structurée constitue pour l'employeur(e) et l'élève le point de départ approprié d'une expérience réussie. Une fois l'élève accepté(e) dans un cours

d'éducation coopérative, le placement devrait être garanti. En cas d'échec de l'entrevue ou des entrevues initiale(s), il faut offrir à l'élève une formation et des entrevues supplémentaires. Les élèves devront soumettre un curriculum vitae détaillé à leurs employeurs éventuels.

Santé et sécurité

Tous les élèves des programmes d'éducation coopérative doivent, avant le placement, recevoir une formation sur les questions de santé et de sécurité. Cette formation doit être intégrée à la section d'orientation préalable au placement.

Toutes les précautions doivent être prises pour assurer la santé, la sécurité et la protection des élèves lors de leur participation à la composante extrascolaire du programme. L'enseignement devra porter en particulier sur la sécurité des postes de travail, les pratiques de sécurité spéciales, l'équipement de sécurité et la protection offerte aux élèves par la Commission des accidents du travail.

Protection assurée par la Commission des accidents du travail

On trouvera une description détaillée de la protection offerte aux élèves des programmes d'éducation coopérative par la Commission des accidents du travail dans la note de service Politique/Programmes #76A du ministère. Aux fins de protection des élèves, il faut déclarer au ministère,

au cours de chaque année civile, toutes les heures effectuées par les élèves placés dans les postes de travail, à l'exception des adjoints d'enseignement. Il est important que les élèves comprennent la procédure à suivre pour déposer une demande d'indemnité. Ces explications doivent faire partie de la section sur la santé et la sécurité de l'unité d'orientation préalable au placement.

Il est parfois nécessaire de modifier le nombre d'heures indiqué dans l'accord sur la formation pratique. Dans ce cas, il faut joindre une formule à l'accord de formation pour assurer la protection de l'élève aux termes de la Commission des accidents du travail. Cette formule doit être signée par l'élève, l'un de ses parents ou son tuteur/sa tutrice et l'employeur(e). L'élève doit prévenir l'enseignant(e) et ses parents ou son tuteur/sa tutrice avant de passer ces heures non prévues dans le poste de travail.

Les autorités scolaires, avec l'aide et la collaboration des responsables de l'entreprise, doivent veiller à ce que tous les règlements et exigences relatives au travail soient respectés, aussi bien avant que pendant le placement.

Initiation au syndicalisme

Les syndicats constituant un élément important du monde du travail, il faut profiter de la préparation à l'emploi et des sessions de réflexion qui accompagnent le placement pour sensibiliser les élèves au rôle du mouvement syndical.

Il faut intégrer une unité sur le syndicalisme aux activités d'intégration effectuées en classe. Les enseignants sont invités à faire appel à des délégués syndicaux locaux pour présenter le sujet.

Profils de formation et plans de formation personnalisés

Tous les élèves des programmes d'éducation coopérative doivent faire l'objet d'un plan de formation personnalisé qui définisse les compétences mises en oeuvre et l'apprentissage prévu sur le lieu de travail. Le plan de formation personnalisé peut s'inspirer d'un profil de formation général. Des profils généraux ont été élaborés dans différentes matières et sont à la disposition de ceux qui en ont besoin.

C'est à l'enseignant(e) chargé(e) de suivre et d'évaluer l'élève qui participe à un programme d'éducation coopérative d'élaborer le plan de formation personnalisé de concert avec l'agent(e) de formation et de toute autre personne-ressource jugée nécessaire. Le plan doit déterminer la difficulté et l'importance des tâches assignées à l'élève et prévoir la progression de l'apprentissage.

Lorsqu'un(e) élève cherche à obtenir des crédits extrascolaires dans différents domaines, il faut un plan de formation qui définisse l'acquisition des compétences et l'apprentissage prévus dans chaque matière. Le profil de formation général doit être élaboré avant le placement. Le

plan de formation personnalisé doit être élaboré au cours des deux premières semaines de placement de l'élève dans le poste de formation. L'élève, l'agent(e) de formation direct(e) de l'élève et l'enseignant(e) doivent tous avoir un exemplaire de ce plan de formation. Le plan de formation personnalisé constitue, en fait, la description de cours de la composante extrascolaire et doit donc respecter les mêmes critères que la description des cours dispensés dans le cadre de la composante scolaire. Outre les renseignements standard sur l'élève et l'employeur(e), le plan de formation personnalisé doit comprendre :

- o le nom du programme-cadre du ministère de l'Éducation sur lequel le cours est fondé;
- o le numéro de code du crédit;
- o l'année et le niveau de difficulté auxquels le cours est offert;
- o les crédits auxquels il donne droit;
- o les objectifs du cours;
- o le contenu du cours (des tâches) et son (leur) déroulement;
- o les méthodes d'évaluation qui seront utilisées.

Tout comme la description des cours dispensés dans le cadre de la composante scolaire, les plans de formation personnalisés doivent être conservés à l'école, tel qu'indiqué dans la circulaire EOCIS, section 4.8. Les parents pourront consulter ces plans de formation à l'école.

Placement

- o Les placements des élèves qui participent aux programmes d'éducation coopérative doivent être en rapport direct avec la matière dans laquelle ils cherchent à obtenir des crédits. Ceci ne peut se faire que si l'élaboration du profil de formation et du plan de formation personnalisé est confiée à un(e) enseignant(e) compétent(e) qui connaît la matière en question et le programme d'éducation coopérative.
- o Avant de placer un(e) élève, l'enseignant(e) doit évaluer : les attitudes de l'employeur(e), la portée et l'étendue des expériences offertes, l'équipement et les installations, le potentiel d'apprentissage et les pratiques d'emploi et de sécurité actuellement en vigueur dans l'organisme.
- o Il ne faut pas encourager les élèves à proposer des placements qu'ils ont organisés eux-mêmes. On pourra faire exception à cette règle dans certains cas spéciaux où l'entreprise offre un apprentissage ou une autre formation à un emploi permanent. Les placements dans les entreprises où les élèves occupent un emploi rémunéré ne doivent pas être autorisés, à moins d'établir une distinction claire entre les tâches prévues dans le plan de formation personnalisé et les tâches effectuées dans le cadre du travail rémunéré.

Les enseignants responsables du programme d'éducation coopérative doivent être conscients des abus possibles dans ce domaine.

- o La composante extrascolaire des programmes d'éducation coopérative a pour but de permettre aux élèves d'acquérir des compétences de travail, d'apprendre à résoudre des problèmes, de prendre confiance en eux et de mûrir. Il faut s'efforcer de leur offrir un milieu où ils puissent atteindre ces objectifs. Il faut choisir des placements où les élèves se trouvent hors de leur cadre scolaire et, dans la plupart des cas, dans un milieu nouveau où il n'y a pas eu préalablement formation ou travail à temps partiel. Les placements dans le cadre d'activités comme le magasin de l'école, la participation aux présentations dramatiques de l'école, le conseil des élèves, le bureau des pratiques commerciales, les emplois à temps partiel, Jeunes entreprises du Canada, la participation à une équipe sportive communautaire ou scolaire, l'album souvenir de l'école, le travail de secrétariat effectué pour un(e) enseignant(e) ou autres activités semblables ne sont pas acceptables.

- o La formule d'éducation coopérative est basée sur le principe que l'apprentissage extrascolaire accroît l'expérience d'éducation des élèves qui y participent. Il est essentiel que les élèves aient l'occasion de travailler dans un cadre qui leur permette de se

développer et de mûrir loin du milieu adolescent quotidien de l'école. Les programmes d'éducation coopérative doivent tirer le meilleur parti possible des ressources disponibles dans la collectivité. Seuls les placements dans l'école d'origine de l'élève sont à éviter; d'autres établissements d'enseignement peuvent constituer des cadres d'apprentissage de qualité pour les élèves des programmes d'éducation coopérative. Par exemple, les garderies fonctionnant dans le cadre de l'école d'origine peuvent constituer un excellent laboratoire d'enseignement de la composante scolaire d'un cours d'éducation coopérative sur l'art d'être parent, mais peuvent aussi constituer d'excellents placements extrascolaires pour les élèves des programmes d'éducation coopérative dispensés dans d'autres écoles. De même, les placements à titre de tuteur et de conseiller des camarades sont acceptables hors de l'école d'origine de l'élève.

- o On reconnaît que, dans certains cas, l'école d'origine peut offrir des expériences sans contrepartie ailleurs dans la communauté immédiate (à savoir les écoles des régions éloignées où les transports posent un problème). C'est seulement dans le cas où une expérience similaire ou proche ne peut être offerte hors du milieu scolaire que le placement dans l'école d'origine peut être jugé acceptable aux fins de l'éducation coopérative.

- o Il n'est pas rare qu'un certain nombre d'élèves soient placés dans les divers services d'une compagnie ou d'un organisme important. Tous les efforts doivent être faits pour veiller à ce que la qualité de l'apprentissage, le développement des compétences et la croissance de chaque élève ne se trouvent pas compromis par le placement de plusieurs élèves dans un seul poste de formation. C'est en général lorsqu'on limite les placements à un(e) élève par poste de formation que l'on obtient les meilleures possibilités et la meilleure qualité d'apprentissage.

- o Les expériences proposées dans le cadre de l'éducation coopérative doivent offrir aux élèves suffisamment de temps sur le lieu de travail dans chaque placement spécifique pour leur donner des chances d'acquérir des compétences, de prendre des décisions en matière de carrière et de se développer de façon satisfaisante. Les élèves devraient normalement passer au minimum une demi-journée à la fois sur le lieu de travail.

- o Il faut encourager les élèves qui désirent suivre plus d'un cours dans le cadre de l'éducation coopérative à faire des expériences de formation différentes. Aucun(e) élève ne doit être placé(e) plus d'une fois dans le même

poste de formation, à moins que le plan de formation personnalisé ne soit complètement différent.

- o La longueur du temps passé par un(e) élève dans le poste de formation aura un impact considérable sur la qualité de l'expérience d'éducation coopérative et sur les possibilités d'apprentissage que pourra offrir l'employeur(e). La longueur de chaque stage sera définie en fonction des éléments suivants :
 - . le niveau de complexité des tâches prévues dans le plan de formation personnalisé;
 - . l'opinion de l'employeur(e) quant au temps de formation nécessaire pour accomplir les tâches;
 - . le temps requis pour acquérir les aptitudes nécessaires pour occuper avec compétence le poste de formation;
 - . la disponibilité et la diversité des placements offerts en réponse aux besoins de l'élève;
 - . les besoins affectifs des élèves (particulièrement ceux qui réussissent moins bien et ceux qui ont besoin de prendre confiance en eux).

- o Ce sera au conseil scolaire local de prendre la décision finale touchant le nombre exact de placements qui devront être offerts à un(e) élève dans le cadre d'un cours d'éducation coopérative particulier. Les facteurs déterminants en la matière devront comprendre l'opinion de l'employeur(e) et la qualité et l'ampleur de l'apprentissage par l'expérience que l'on compte retirer du programme d'éducation coopérative. Le placement doit être suffisamment long pour permettre à l'élève d'en tirer le plus grand profit possible en termes d'éducation.

Contrôle

Les activités de contrôle comprennent les observations critiques, les discussions et consultations aussi bien avec les élèves qu'avec les agents de formation au poste de travail. Un rapport daté circonstancié des activités de contrôle doit également être conservé dans le dossier des élèves.

Les contrôles fréquents sont un facteur essentiel du succès des élèves des programmes d'éducation coopérative. Les élèves placés dans un poste de formation doivent subir un contrôle toutes les 30 ou 40 heures de travail ou, si cela se représente plus souvent, toutes les deux ou trois semaines. Le contact personnel direct au poste de formation est la seule méthode de contrôle acceptable. Certains élèves ont des besoins particuliers et peuvent avoir besoin d'un contrôle plus fréquent.

L'enseignant(e) chargé(e) du contrôle doit connaître la matière étudiée. Lorsque cela n'est pas possible, des consultations régulières doivent avoir lieu entre l'enseignant(e) affecté(e) à l'éducation coopérative et l'enseignant(e) spécialisé(e). Dans le cas où des crédits sont accordés dans un domaine où l'enseignant(e) n'est pas compétent(e), il faut demander à un(e) enseignant(e) qualifié(e) dans la matière étudiée de contrôler les progrès de l'élève au poste de formation au moins deux fois par trimestre de travail. Un(e) enseignant(e) qualifié(e) dans la matière étudiée doit également participer à l'établissement des objectifs de la composante extrascolaire et à l'approbation des stratégies d'apprentissage prévues pour les atteindre. L'enseignant(e) affecté(e) à l'éducation coopérative doit procéder, de concert avec les autres enseignants et les agents de formation au poste de travail, à la planification de l'apprentissage de l'élève et à sa préparation au stage de formation.

Le rapport circonstancié et daté doit comprendre des renseignements sur les progrès de l'élève, des détails sur les nouvelles connaissances acquises et les changements d'attitude, des mises à jour du plan de formation, des observations sur les interactions entre l'élève et ses collègues de travail, et les commentaires de l'élève et de l'agent(e) de formation.

Dans le cadre des activités de contrôle, l'enseignant(e) doit observer l'élève dans l'exercice de ses fonctions et avoir un entretien avec l'élève et l'agent(e) de

formation. Il faudra que l'enseignant(e) passe un certain temps avec l'agent(e) de formation de l'élève pour clarifier son rôle dans le processus de contrôle.

Dossier des élèves

Les enseignants chargés du contrôle, sous la direction du directeur ou de la directrice de l'école, doivent tenir les dossiers suivants :

- Accord sur la formation pratique
- Heures passées par l'élève sur le lieu de travail (pour la Commission des accidents du travail)
- Rapports datés circonstanciés de l'enseignant(e) sur les activités de contrôle
- Plan de formation personnalisé de l'élève
- Formules d'évaluation du rendement de l'élève
- Fiches de travail hebdomadaires de l'élève

On recommande également de conserver les documents suivants dans le dossier de l'élève :

- Demande d'inscription de l'élève au programme d'éducation coopérative
- Références sur l'élève
- Contrat de formation du conseil scolaire local
- Bref exposé des sujets étudiés avec succès par l'élève en préparation au placement

- Rapport sur les visites effectuées dans les postes de travail par des enseignants autres que les enseignants désignés du programme d'éducation coopérative
- Mémoire du syndicat, le cas échéant

Rôle du personnel non enseignant

Le personnel sans qualification d'enseignement peut apporter une aide précieuse au personnel professionnel des programmes d'éducation coopérative. Ces personnes peuvent chercher de nouveaux postes de formation, rendre visite aux élèves sur le lieu de travail et offrir d'autres formes d'aide administrative mais elles ne peuvent pas placer les élèves, élaborer les profils de formation et les plans de formation personnalisés, contrôler ni évaluer les élèves.

Évaluation

L'évaluation du rendement des élèves des programmes d'éducation coopérative doit être conforme à la politique en vigueur à l'école pour l'évaluation du rendement de tous les élèves, notamment en termes de méthodes et de fréquence, et ceci doit être précisé avant le début du programme.

Le rendement de l'élève au travail doit être évalué de concert avec l'agent(e) du poste de formation. Cette évaluation doit donner lieu à au moins trois rapports officiels écrits de l'employeur(e) par semestre, deux par trimestre, six par

programme d'une année entière. La formule d'évaluation du rendement doit comprendre une note et des commentaires détaillés de l'employeur(e). Le reste de l'évaluation peut être basé sur les fiches de travail hebdomadaires de l'élève, les interrogations, les devoirs, les travaux effectués dans le cadre de la préparation à l'emploi et l'auto-évaluation de l'élève. Dans son évaluation du rendement général de l'élève, l'enseignant(e) doit tenir compte des objectifs du cours et du plan de formation personnalisé. La formule d'évaluation doit comporter un espace où l'élève puisse faire des commentaires sur son développement personnel et le développement de ses compétences.

Il faut donner aux élèves, aux employeurs et aux parents l'occasion d'évaluer le cours, notamment le poste de formation et les activités connexes en classe. En outre, les enseignants doivent évaluer régulièrement les postes de formation.

L'évaluation des programmes doit faire partie de l'évaluation générale de la formule d'éducation coopérative.

Relevé de notes

Le Guide du système uniforme de codage des cours et le Guide du relevé de notes (1986) exposent la méthode à suivre pour relever les notes attribuées dans le cadre d'un programme d'éducation coopérative. Les notes et la valeur en crédit de chaque composante (scolaire et extrascolaire) doivent être

enregistrées séparément. Le code de cours reste le même pour les composantes scolaire et extrascolaire. Le titre ordinaire du cours doit être accompagné de la mention "(Éd coop)" pour la composante extrascolaire seulement. Dans les exemples suivants, la composante scolaire est suivie de la composante extrascolaire connexe :

- | | |
|---------------------------------|-------|
| - COM 3A Comptabilité | 1 cr. |
| - COM 3A Comptabilité (Éd coop) | 2 cr. |
| - NOC 4G Orientation | 1 cr. |
| - NOC 4G Orientation (Éd coop) | 2 cr. |

Les colonnes réservées aux résultats et aux crédits dans le Relevé de notes de l'élève de l'Ontario doivent comporter des espaces séparés pour les notes attribuées aux composantes scolaire et extrascolaire du programme. Les notes doivent être calculées indépendamment. (Voir la section sur l'échec à l'une des composantes.)

Les crédits partiels offerts dans le cadre d'un programme de cours regroupés doivent être enregistrés comme suit :

- | | |
|--|----------|
| - EAA ou CAA 4B Anglais des affaires | 0,33 cr. |
| - EAA ou CAA 4B Anglais des affaires (Éd coop) | 0,67 cr. |

Lorsque les enseignants de la composante scolaire et de la composante extrascolaire sont différents, ils doivent tous deux collaborer étroitement en vue de l'intégration des progrès de l'élève au poste de formation dans l'évaluation finale.

Lors de la rédaction du rapport de septembre des écoles secondaires, les crédits obtenus dans le cadre des programmes d'éducation coopérative doivent figurer à la section "D".

Intégration

Le succès de l'apprentissage de l'élève dépend de l'intégration des activités effectuées en classe et de l'expérience pratique.

Il faut prévoir du temps, dans le cadre de la composante scolaire, pour permettre aux élèves de participer à des activités d'intégration des composantes scolaire et extrascolaire. Les employeurs doivent être informés longtemps à l'avance de la date et de l'heure des sessions d'intégration.

Ces activités d'intégration structurées auxquelles les élèves participent avec leurs camarades sont essentielles à la compréhension de l'expérience. La salle de classe devient une tribune où ils peuvent réfléchir sur leurs expériences professionnelles, soumettre leurs opinions personnelles à l'examen général, dialoguer avec les autres, formuler des hypothèses et les mettre à l'essai, et se renseigner intelligemment. La

salle de classe devient le lieu où les élèves peuvent comprendre leurs expériences, les mettre en perspective, analyser l'interaction entre leur comportement et le reste du monde et intérioriser leur apprentissage. La réflexion/discussion est une des techniques du processus d'intégration. Mentionnons par ailleurs les exposés, les fiches de travail, les journaux personnels et les rapports d'observation.

Les activités d'intégration poursuivent les objectifs suivants :

- . renforcer l'apprentissage théorique des compétences nécessaires à l'emploi
- . fournir des renseignements pertinents en matière de carrière
- . constituer une tribune où discuter des problèmes qui se posent
- . développer les qualités de leader des élèves
- . développer leurs aptitudes à prendre des décisions
- . aider à préparer les élèves à devenir des membres productifs de la société
- . renforcer les compétences, les techniques et les principes acquis dans le poste de formation
- . offrir le groupe de soutien nécessaire aux élèves qui participent à un programme scolaire non conventionnel
- . permettre aux élèves de diriger activement leur apprentissage.

Lorsque la composante scolaire n'est pas offerte parallèlement à la composante extrascolaire ou lorsque tous les élèves ne peuvent pas suivre en même temps la composante scolaire, il est essentiel de consacrer une partie du temps de la composante extrascolaire à des activités d'intégration régulières.

Il faut offrir un minimum de cinq sessions d'intégration de 2 heures chacune par semestre, pour chaque composante extrascolaire donnant droit à deux crédits. Des sessions équivalentes doivent être offertes tout au long des programmes d'un an. Bien que la distribution, dans le temps, des activités d'intégration puisse varier légèrement, il faut faire en sorte qu'elles entrecoupent régulièrement l'expérience d'éducation coopérative des élèves et il faut allouer à chaque session le temps voulu pour permettre aux élèves de participer et de réfléchir de façon appropriée.

Cours d'éducation coopérative
inspiré du programme-cadre Orientation

Le cours d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation de 1984 permet aux élèves d'accumuler un maximum de trois crédits en vue de l'obtention d'un DÉSO à l'issue d'une expérience d'apprentissage axée sur le développement social, la préparation à l'emploi et l'orientation professionnelle. Il faut remarquer que la brochure intitulée La préparation au monde du travail n'est pas un programme-cadre et ne doit pas être utilisée à ce titre pour élaborer le cours d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation.

La composante extrascolaire du cours d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation doit être prévue de façon à permettre aux élèves de s'initier à des carrières, à des professions et à des milieux professionnels particuliers susceptibles de les intéresser à l'avenir. Il faut leur offrir des possibilités diverses en matière d'orientation professionnelle, de planification et de prise de décision. Le cours donne aux élèves l'occasion de s'initier à des carrières qui ne sont pas liées à une discipline spécifique.

Les conditions suivantes s'appliquent au cours d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation :

- a) Le cours doit être offert au cycle supérieur, aux niveaux de difficulté fondamental, général ou avancé.
- b) Tous les objectifs du cours doivent être élaborés à l'échelon local et s'inspirer des objectifs du programme-cadre Orientation, 1984.
- c) Les placements extrascolaires doivent donner aux élèves l'occasion de faire l'expérience de diverses activités de travail pertinentes.

- d) Il faut prévoir le placement de telle sorte que la composante scolaire et la composante extrascolaire soient dispensées en même temps. Ceci pour permettre aux élèves de revoir et d'analyser leurs expériences extrascolaires avec leurs camarades, sous la direction de l'enseignant(e) qui leur est assigné(e).

Le cours d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation constitue un excellent moyen d'explorer diverses carrières et peut s'avérer particulièrement utile pour amorcer un programme d'éducation coopérative au sein d'une école. À mesure qu'augmente le nombre de placements dans un domaine lié à une certaine discipline, il faut encourager le développement de cours d'éducation coopérative intégrés au programme d'étude plutôt que de regrouper tous les élèves dans le même programme.

Il faut aussi assurer une certaine uniformité quant au niveau de compétence et de maturité que les employeurs sont en droit d'attendre des élèves qui participent aux programmes d'éducation coopérative. À cette fin, un(e) élève inscrit(e) à un cours d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation qui est placé(e) dans un poste de travail directement lié à un domaine spécifique, doit avoir terminé

avec succès ou suivre un cours pour l'obtention d'un crédit dans ce domaine au cycle supérieur. Par exemple :

- o Un(e) élève qui participe à un programme d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation et qui veut être placé(e) dans un poste de travail en rapport avec les véhicules automobiles doit avoir terminé ou suivre en même temps un cours de technique automobile du cycle supérieur ouvrant droit à un crédit.
- o De même, un(e) élève qui suit un cours d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation et désire être placé(e) dans un poste de travail à titre de comptable doit avoir terminé ou suivre en même temps un cours de comptabilité commerciale du cycle supérieur ouvrant droit à un crédit.
- o Un(e) élève qui suit un cours d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation et veut être placé(e) dans un poste de travail à titre d'infirmier(ère) doit avoir terminé ou suivre en même temps un cours de sciences du cycle supérieur ouvrant droit à un crédit.

Dans de tels cas, le crédit scolaire sera octroyé en orientation et les crédits extrascolaires seront octroyés soit dans la discipline spécifique, soit en orientation, soit dans l'un et l'autre domaines. La décision d'accorder les crédits en orientation ou dans la discipline étudiée doit être prise

avant le début du placement et doit faire partie intégrante du processus d'entrevue préalable à la sélection. Il faut reconnaître que bien que l'intention initiale de l'élève ait été l'orientation professionnelle, les crédits octroyés dans une discipline donnée pourront s'avérer plus avantageux sur le relevé de notes des élèves lorsqu'ils poseront leur candidature à un emploi ou à un établissement postsecondaire.

Les cours d'éducation coopérative inspirés du programme-cadre Orientation doivent être enseignés par un(e) enseignant(e) qualifié(e) à la fois dans le domaine de l'orientation et dans celui de l'éducation coopérative. Lorsque des crédits sont accordés dans un domaine spécifique, un(e) enseignant(e) compétent(e) dans ce domaine doit participer au plan d'apprentissage du poste de travail et effectuer des contrôles périodiques des progrès de l'élève.

GESTION ET ADMINISTRATION DU PROGRAMME

Nombre d'heures

Tout cours dispensé dans le cadre de l'éducation coopérative doit être conçu de sorte que la composante scolaire compte pour au moins un tiers du nombre total des heures nécessaires à l'obtention d'un crédit.

Le nombre d'heures requis pour que la composante extrascolaire ouvre droit à crédit doit être le même que pour tout autre crédit. (Se référer à la section sur les crédits auxquels les cours donnent droit.)

Les élèves doivent travailler pendant la totalité du trimestre, tel qu'indiqué dans l'accord sur la formation pratique, quel que soit le moment où ils ont accompli le nombre minimal d'heures requis pour l'obtention du crédit. La date d'achèvement de l'accord sur la formation pratique doit coïncider avec la date d'achèvement des autres cours dispensés par l'école.

Assiduité

Les cours offerts dans le cadre des programmes d'éducation coopérative doivent être accompagnés d'un énoncé de politique écrit du conseil scolaire relatif à l'assiduité des élèves, ceci pour les composantes aussi bien scolaire qu'extrascolaire. Les employeurs doivent avoir un exemplaire de cet énoncé de politique.

Lorsqu'un(e) élève se retire de la composante scolaire, il ou elle doit automatiquement se retirer de la composante extrascolaire. Cependant, si un(e) élève se retire de la composante extrascolaire, il ou elle peut, si le directeur ou la directrice d'école le permet, demeurer dans la composante scolaire à moins que cela soit expressément défendu par le programme-cadre. Cette politique doit être clairement expliquée aux élèves avant le début du programme.

Année/niveau

Il faut encourager les élèves, quel que soit le niveau de difficulté auquel ils étudient, à participer aux programmes d'éducation coopérative mais il faut reconnaître que, compte tenu du niveau de compétence et de maturité requis, l'admission devra généralement être limitée aux élèves qui cherchent à obtenir des crédits au cycle supérieur. Dans certaines circonstances spéciales, si l'on juge que cela est dans l'intérêt des élèves en cause, on peut permettre à des élèves qui suivent des cours de 9^e et 10^e années de participer aux programmes d'éducation coopérative.

Il faut reconnaître que les autres formes d'apprentissage par l'expérience, c'est-à-dire l'expérience de travail, l'observation au poste de travail, l'observation en milieu de travail, etc. peuvent mieux convenir aux élèves dont les niveaux de compétence et de maturité ne sont pas suffisants

pour leur permettre de tenter une expérience d'éducation coopérative; il faut alors encourager le développement de ces activités.

Octroi de crédits

- o Crédits maximum - À part les limitations imposées par certains programmes-cadres, il n'y a pas de limite officielle au nombre de crédits que l'on peut obtenir dans le cadre de l'éducation coopérative. Il faut cependant conseiller aux élèves de maintenir un équilibre raisonnable entre les cours traditionnels et ceux qui sont offerts dans le cadre de l'éducation coopérative.
- o Crédits partiels - Des crédits partiels peuvent être accordés à condition qu'un tiers de l'ensemble des heures nécessaires à l'obtention d'un crédit soit dispensé à l'école. Cependant, un cours ouvrant droit à un crédit dispensé pendant un tiers du temps à l'école (37 heures) et deux tiers du temps hors de l'école (73 heures) n'offre pas aux élèves un temps d'apprentissage suffisant dans le poste de travail. Le programme est plus efficace si les crédits partiels sont octroyés dans le cadre d'un programme de cours regroupés que s'ils sont accordés isolément. (Se référer à la section sur les crédits d'éducation coopérative.)

Échec à l'une des composantes

Si l'élève du programme d'éducation coopérative termine avec succès la composante scolaire mais échoue à la composante extrascolaire, il ou elle ne reçoit que le crédit scolaire. Si l'élève termine avec succès la composante extrascolaire mais échoue à la composante scolaire, l'octroi de crédits extrascolaires sera basé sur ce qui suit :

- o les rapports détaillés circonstanciés sur chaque visite de contrôle
- o les évaluations de l'employeur(e)/agent(e) de formation - au moins trois évaluations écrites officielles par semestre ou six évaluations par année complète
- o les fiches de travail et rapports hebdomadaires réguliers de l'élève
- o le nombre de devoirs effectués dans le cadre de la composante scolaire et/ou des sessions d'intégration

Crédits obligatoires, CPO et éducation coopérative

Des cours obligatoires ouvrant droit à crédit peuvent être offerts dans le cadre de l'éducation coopérative. Les restrictions en la matière sont indiquées dans chaque programme-cadre.

On ne peut pas accorder de crédit au titre des CPO dans le cadre des programmes d'éducation coopérative.

Crédits octroyés dans le cadre de programmes de cours regroupés

Les critères de prestation des programmes de cours regroupés sont décrits à la section 5.9 de la circulaire EOCIS. Les programmes de cours regroupés permettent aux élèves des programmes d'éducation coopérative d'obtenir le même nombre de crédits que s'ils étaient inscrits à un programme complet dans un cadre scolaire conventionnel.

Les élèves des programmes d'éducation coopérative placés dans le même poste de formation pendant une année ou un semestre scolaire sont autorisés à obtenir des crédits extrascolaires dans plus d'une matière. Chaque matière doit alors faire l'objet d'un plan de formation distinct qui expose clairement les activités d'apprentissage liées à cette matière particulière. Il est essentiel que tous les enseignants des programmes d'éducation coopérative dispensés par l'école travaillent en collaboration étroite pour éviter tout chevauchement.

Vu la souplesse requise pour organiser l'emploi du temps des élèves et des enseignants en fonction du nombre d'heures à affecter aux composantes scolaire et extrascolaire, les programmes de cours regroupés conviennent mieux aux écoles où le travail se fait par semestre ou aux écoles traditionnelles

où les programmes d'éducation coopérative sont offerts à mi-temps pendant toute l'année.

La section 4.14 de la circulaire EOCIS indique que "lorsque l'élève a obtenu au moins huit crédits en études commerciales ou technologiques, le relevé de notes doit en faire état". Les cours dispensés dans le cadre de l'éducation coopérative peuvent contribuer à cette accumulation de crédits, pourvu qu'ils remplissent les conditions du programme-cadre correspondant du ministère de l'Éducation.

Supervision du programme

L'enseignement des cours offerts dans le cadre des programmes d'éducation coopérative prend beaucoup de temps. Afin d'offrir des expériences d'éducation coopérative de qualité, les directeurs et directrices d'école doivent, au moment de choisir leur personnel, tenir tout particulièrement compte des qualifications des enseignants et du temps qu'il leur faudra pour organiser, superviser et évaluer la composante extrascolaire ouvrant droit à crédit.

La liste suivante décrit les tâches de l'enseignant(e) qui participe à un programme d'éducation coopérative. Toutes ces tâches, à l'exception des points 2 et 10, requièrent la participation d'enseignants qualifiés en éducation coopérative et dans les matières donnant droit à des crédits :

- | | | |
|----|--|---|
| 1. | Sélection des élèves
(entrevue et orientation
préalables au cours) | X |
| 2. | Identification et
recrutement des postes
de travail | - |
| 3. | Orientation préalable au
placement
(minimum de 15 heures) | X |
| 4. | Placement des élèves | X |
| 5. | Élaboration de plans de
formation personnalisés
et de profils de formation
généraux | X |
| 6. | Contrôles réguliers sur le
lieu de travail (30 à 40 heures
ou 2 à 3 semaines) | X |

- | | | |
|-----|---|---|
| 7. | Consultation régulière
avec les employeurs/
agents de formation,
les employés et autres
enseignants, le cas
échéant | X |
| 8. | Évaluation du rendement
des élèves, ainsi que du
lieu de travail et
évaluation du cours | X |
| 9. | Organisation et direction
d'activités d'intégration
régulières (10 heures
minimum) | X |
| 10. | Administration et gestion
des détails d'organisation
quotidiens associés à
l'éducation coopérative
(y compris des rapports
réguliers à l'administration) | - |

Ces activités prennent évidemment du temps et les enseignants doivent pouvoir les intégrer à leur emploi du temps s'ils veulent dispenser à leurs élèves un apprentissage de qualité. Il faudrait également tenir compte des nombreuses activités de bureau associées à la prestation de l'éducation coopérative.

Lorsqu'ils décident de la taille des classes qui regroupent les élèves des programmes d'éducation coopérative, les directeurs et directrices d'école doivent tenir compte des objectifs décrits dans ce document de politique et de toute politique des conseils scolaires locaux relative à l'éducation coopérative. Les expériences tentées dans la province indiquent qu'il faut une classe plus petite si l'on a affaire à des élèves en difficulté.

Les directeurs et directrices d'école doivent faire tous leurs efforts pour encourager le développement de cours d'éducation coopérative liés à différentes matières scolaires et pour inviter le personnel de tout le programme scolaire à y participer. Ils et elles doivent aussi encourager les enseignants nommés à des postes de responsabilité en éducation coopérative à obtenir des qualifications de spécialistes.

Crédits accordés en fonction des matières étudiées précédemment

Il est souhaitable que les élèves des programmes d'éducation coopérative suivent en même temps la composante scolaire et la composante extrascolaire. Lorsque cela n'est

pas possible, l'élève devra avoir terminé avec succès la composante scolaire avant de suivre la composante extrascolaire dans un poste de formation.

La composante extrascolaire ne sera reliée qu'aux cours suivis avec succès pendant l'année scolaire précédente. Les élèves qui ont terminé avec succès la composante scolaire doivent participer aux sessions d'intégration qui sont alors offertes.

Ces critères s'appliquent également aux élèves qui relient la composante extrascolaire à une matière étudiée avec succès dans le cadre de cours du soir, de cours d'été ou de cours par correspondance, à condition qu'ils soient inscrits à titre d'élèves d'une école de jour.

Rémunération

Les élèves des programmes d'éducation coopérative étudient et obtiennent des crédits dans un cadre autre que leur école d'origine. Il est essentiel de mettre l'accent sur l'apprentissage et il faut distinguer les programmes d'éducation coopérative des emplois à temps partiel. Les élèves des programmes d'éducation coopérative ne doivent pas recevoir de salaire horaire ni de traitement pour les heures correspondant à la composante extrascolaire.

Les élèves des programmes d'éducation coopérative peuvent toutefois accepter une indemnité de la personne qui les emploie ou du conseil scolaire.

Il y a rendement en termes d'éducation lorsque les élèves acceptent d'accomplir des tâches qui sont susceptibles de constituer des expériences d'apprentissage significatives. Les élèves des programmes d'éducation coopérative s'acquittent de diverses fonctions et restent dans des postes de formation spécifiques aussi longtemps que ces placements contribuent à l'apprentissage. La rémunération des élèves s'effectue sous la forme de connaissances, de compétences, d'habitudes de travail et d'expérience. Leur productivité peut être très grande mais la production est au service d'objectifs déterminés et l'évaluation est basée sur le rapport entre le travail des élèves et les objectifs d'apprentissage fixés.

Voici quelques raisons supplémentaires pour lesquelles les stages d'apprentissage ne doivent pas être rémunérés :

- a) Si les élèves étaient considérés comme des employés rémunérés, les priorités de l'employeur(e) l'emporteraient sur les priorités éducationnelles pour décider des activités des élèves et compromettraient le contrôle qu'ont les établissements d'enseignement sur l'apprentissage;

- b) Le paiement des élèves des programmes d'éducation coopérative pendant les heures de classe constituerait un système de rémunération double exprimé à la fois en termes de salaire et de crédit;
- c) Si une politique de paiement était adoptée, elle devrait s'appliquer à tous les élèves, ce qui limiterait le nombre des organismes de formation participants, particulièrement dans le secteur des services sociaux;
- d) Les syndicats qui ont donné leur appui à l'éducation coopérative dans la province tiennent à ce que les expériences extrascolaires se limitent strictement à l'apprentissage pour éviter que les élèves ne prennent la place des travailleurs.

Si les élèves prolongent le placement au-delà des heures prévues par l'accord sur la formation pratique, ils peuvent être engagés à titre d'employés et rémunérés. Il s'agit là d'un arrangement entre l'élève et l'employeur(e) auquel ni l'école ni l'enseignant(e) ne prennent part. La protection des élèves contre les accidents du travail prévue par le ministère de l'Éducation ne s'applique qu'aux heures fixées sur la formule d'accord sur la formation pratique.

On peut envisager des exceptions à cette politique de non-rémunération dans le cas des programmes de recyclage d'adultes parrainés par le gouvernement, où l'accent est mis

essentiellement sur la formation à un emploi spécifique et sur le rendement financier.

Coûts accessoires

La participation à certaines composantes extrascolaires peut entraîner des coûts accessoires pour les élèves ou les parents. Il ne faut pas refuser à un(e) élève l'accès à un programme d'éducation coopérative parce qu'il ou elle n'est pas en mesure d'assumer ces dépenses. Il faut faire tous les efforts possibles pour venir en aide aux élèves qui, pour des raisons financières, hésitent à participer à un programme d'éducation coopérative.

Prospectus des cours

Tous les cours offerts dans le cadre de l'éducation coopérative doivent être fondés sur un programme-cadre approuvé du ministère de l'Éducation et sur les politiques établies par le conseil scolaire local.

La description de ces cours dans le prospectus des cours doit définir clairement le contenu et la durée de la composante scolaire et de la composante extrascolaire.

La section 4.15 de la circulaire EOCIS stipule clairement qu'il faut inclure au prospectus des cours "une liste des cours offerts accompagnés de leur description"

ainsi que "une liste de certains cours préalables à certains cours".

Comités consultatifs

Les comités consultatifs peuvent jouer un rôle important dans l'établissement et le maintien des liens nécessaires entre l'école et la collectivité pour assurer le succès des cours dispensés dans le cadre de l'éducation coopérative. Bien que cela ne soit pas obligatoire, on recommande d'instituer des comités consultatifs constitués de représentants des groupes communautaires, de parents, d'employeurs, de délégués syndicaux, de coordonnateurs de l'éducation coopérative, d'enseignants et d'élèves. Les membres des comités devraient participer à la planification, à l'élaboration et à la révision de la composante extrascolaire et des activités d'intégration. Ils devraient veiller à ce qu'une bonne communication s'établisse entre toutes les parties concernées.

Les comités consultatifs peuvent suggérer des placements pour les élèves. Ils pourraient avoir pour fonction d'examiner les critères généraux exposés dans cet énoncé de politique et de faire des recommandations spécifiques aux conseils scolaires touchant d'autres critères à prendre en considération lors de la prestation des cours offerts dans le cadre de l'éducation coopérative.

Il peut aussi s'avérer particulièrement utile de constituer des comités consultatifs par matière ou par école. Il faut encourager la création de tels comités.

Programmes d'éducation coopérative offerts l'été

Les programmes d'éducation coopérative offerts l'été sont assujettis aux mêmes critères que les programmes dispensés au cours de l'année scolaire ordinaire. Il est extrêmement important de bien distinguer entre emploi d'été et expérience d'apprentissage dans le cadre de l'éducation coopérative. Les élèves inscrits à un programme d'éducation coopérative pendant l'été ne doivent pas être rémunérés pour les heures de travail prévues dans l'accord sur la formation pratique.

Les composantes scolaire et extrascolaire devraient être offertes en même temps. Il faut également consacrer le même temps à la préparation au placement (15 heures) et aux activités d'intégration (10 heures) que dans le cas des cours ordinaires.

On ne peut offrir de programme dont la composante scolaire est dispensée au cours de l'année scolaire ordinaire et dont la composante extrascolaire est dispensée l'été qu'avec l'autorisation spéciale préalable du bureau régional du ministère de l'Éducation. Il faut soumettre une proposition indiquant :

- o pourquoi on ne peut pas dispenser en même temps les composantes scolaire et extrascolaire;

- o quels sont les objectifs du programme;
- o le groupe client et le nombre d'élèves inscrits au programme;
- o les domaines d'étude;
- o le nombre de crédits;
- o les heures passées sur le lieu de travail;
- o les méthodes de sélection des élèves;
- o les heures consacrées à la préparation au placement et le contenu de cette préparation;
- o les heures prévues pour les activités d'intégration;
- o les critères d'évaluation et la fréquence des contrôles effectués sur le lieu de travail.

Il faut choisir le poste de formation et élaborer le profil de formation général avant le début de la composante extrascolaire et veiller à ce qu'ils soient tous deux liés à la composante scolaire. Un plan de formation personnalisé doit être élaboré avant la fin de la première semaine. Seuls les programmes qui ont reçu l'autorisation du bureau régional avant le 1^{er} juillet inclus de chaque année seront admissibles à une subvention.

Coordination des programmes d'éducation coopérative

Pour garantir l'efficacité des cours offerts dans le cadre de l'éducation coopérative par une école ou un conseil scolaire, par deux conseils scolaires ou plus de la même région et par les conseils scolaires et d'autres organismes qui ont

recours à la collectivité pour y placer des élèves, il faut un mécanisme visant à assurer l'uniformité des politiques et procédures adoptées.

Chaque conseil scolaire doit établir des politiques et des procédures relatives à la mise en oeuvre des programmes, à la préparation au placement, au contrôle, au placement, à l'évaluation, à l'intégration et aux autres fonctions administratives liées à la gestion efficace des cours dispensés dans le cadre de l'éducation coopérative. Ces politiques et procédures doivent être établies dans le cadre de la politique du ministère de l'Éducation relative à l'éducation coopérative et doivent correspondre aux besoins et aux conditions spécifiques qui régissent la prestation du programme au sein du conseil scolaire local.

Lorsqu'une école offre plusieurs programmes d'éducation coopérative, elle doit prendre des mesures pour coordonner les politiques et procédures en vigueur à l'école et dans la collectivité et assurer leur uniformité.

Lorsque plus d'une école offre des programmes d'éducation coopérative au sein du même conseil scolaire, il faut prendre des mesures pour coordonner les placements et assurer l'uniformité des politiques et des procédures adoptées.

Dans les régions où plus d'un conseil scolaire offre des programmes d'éducation coopérative, les conseils de

l'éducation doivent adopter un mécanisme qui garantisse que les différents membres du personnel du programme d'éducation coopérative collaborent et communiquent régulièrement. Ceci est essentiel si l'on veut que le corps enseignant présente un message unifié au monde des affaires.

Il faut encourager fortement les conseils de l'éducation dont le territoire de compétence coïncide ou se chevauche à partager leurs ressources et leur personnel-ressource pour dispenser des programmes d'éducation coopérative plus efficaces.

Chaque conseil scolaire doit établir des contacts réguliers avec d'autres organismes de jeunesse qui placent des élèves afin d'accroître le soutien et la collaboration de la collectivité et d'étendre les programmes d'apprentissage par l'expérience.

GLOSSAIRE DES TERMES

On trouvera ci-dessous un glossaire des termes utilisés dans l'énoncé de politique.

- o Accord sur la formation pratique - Formule de la Commission des accidents du travail qui doit être signée avant qu'un(e) élève commence à travailler dans un poste de formation. L'accord sur la formation pratique est exigé par le ministère de l'Éducation.
- o Activités liées à la classe - Activités prévues pour enseigner les aptitudes fondamentales et aider les élèves à intégrer leurs expériences scolaires et extrascolaires. Ces activités peuvent faire partie de la composante scolaire ou s'ajouter à la composante scolaire lorsque les participants aux programmes d'éducation coopérative ne sont pas tous dans la même classe. Ces activités peuvent avoir lieu pendant les heures passées à l'école par les élèves ou en dehors d'elles.
- o Agent(e) de formation - Employé(e) du poste de formation qui assure l'orientation et la supervision de l'élève du programme d'éducation coopérative et aide à l'évaluer.

- o Apprentissage par l'expérience - Apprentissage effectué en totalité ou en partie par le biais d'expériences pratiques sur le lieu de travail.
- o Aptitudes fondamentales - Aptitudes spécifiques liées au travail que TOUS les élèves des programmes d'éducation coopérative doivent acquérir et développer avant le placement.

Ces aptitudes peuvent être enseignées dans le cadre de la composante scolaire et/ou des activités liées à la classe qui peuvent être organisées pendant une partie du temps alloué à la composante extrascolaire.

- o Composante extrascolaire - Temps alloué à l'expérience supervisée offerte dans le poste de formation.
- o Composante scolaire - Cours désigné particulier auquel est reliée la composante extrascolaire.
- o Contrat de formation - Document officiel approuvé et signé par l'agent(e) du poste de formation, un(e) représentant(e) de l'école et l'un des parents ou le(la) tuteur(trice). Il définit les responsabilités de chaque participant(e). Il peut s'agir d'un contrat séparé dressé par le conseil local.

- o Contrôle - A lieu lorsqu'un(e) enseignant(e) qualifié(e) aussi bien dans le domaine d'étude de l'élève qu'en son éducation coopérative observe le comportement de l'élève sur le lieu de travail afin d'évaluer son rendement. Ceci se fait en consultation avec l'élève et l'agent(e) de formation.
- o École d'origine - École à laquelle est inscrit(e) l'élève d'un programme d'éducation coopérative.
- o Éducation coopérative intégrée au programme d'étude
 - Programme d'éducation coopérative qui réunit des élèves inscrits à des cours portant sur des matières différentes et dispensés dans le cadre de l'éducation coopérative. L'expression peut désigner plusieurs classes d'une même école où la même matière est enseignée dans le cadre de l'éducation coopérative, ou plusieurs élèves du programme d'éducation coopérative inscrits à des cours différents et cherchant à obtenir des crédits au sein d'un même groupe organisé à des fins administratives.

Les élèves des cours d'éducation coopérative intégrés au programme d'étude sont habituellement placés sous la direction d'enseignants qualifiés dans les diverses matières auxquelles sont liés les crédits extrascolaires. Dans le cas où plusieurs placements sont réunis en un seul groupe à des fins administratives, il est important de prendre des dispositions pour permettre aux enseignants de la matière étudiée d'effectuer des visites de contrôle régulières.

- o Éducation coopérative liée à une matière scolaire - Tous les cours d'éducation coopérative sont liés à une matière scolaire donnée. Les crédits scolaires et extrascolaires se rapportent directement à un programme-cadre spécifique. Ceci s'applique à l'orientation, à la mécanique automobile ou à toute autre matière.
- o Enseignant(e) qualifié(e) dans le domaine étudié - L'enseignant(e) de la composante scolaire.
- o Entrevue compétitive - Se produit lorsque plus d'un élève est interviewé aux fins de placement dans un seul poste de formation, ou lorsque les élèves sont tenus de subir plusieurs entrevues et sont notés par les employeurs par ordre de préférence.
- o Observation au poste de travail - Programme où les élèves observent ou "suivent" une personne au travail aux fins d'initiation à une carrière. On a généralement recours à cette formule lorsque les élèves n'ont pas les compétences ou la maturité nécessaires pour tenter une expérience pratique.
- o Évaluation du rendement - Formule d'évaluation de l'élève fournie par l'école à l'agent(e) de formation.

- o Expérience de travail - Portion d'un cours pendant laquelle des expériences à relativement court terme, généralement une ou deux semaines mais moins de quatre semaines, sont proposées aux élèves.
- o Intégration - Terme désignant toutes les techniques utilisées pour aider les élèves à intégrer l'enseignement dispensé en classe et l'expérience acquise dans le poste de formation. Les techniques d'intégration comprennent, entre autres, les rencontres de réflexion/discussion, les fiches de travail, les rapports d'observation, les exposés en classe, etc.
- o Journaux personnels, rapports d'observation et fiches de travail - Ce sont les instruments du processus de réflexion. Ils font partie des activités d'intégration et permettent à l'élève d'analyser et de décrire les expériences acquises sur le lieu de travail.
- o Jumelage - "Jumelage" d'un(e) élève (habituellement du cycle intermédiaire) avec un(e) élève du programme d'éducation coopérative pendant un certain temps, habituellement une journée. L'élève plus jeune accompagne son "jumeau" ou sa "jumelle" au poste de formation pour se familiariser avec le milieu de travail. Un(e) élève peut également être "jumelé(e)" avec un membre particulier de la collectivité et passer une journée avec cette personne qui, ensuite, passe un certain temps dans l'école de l'élève.

- o Mentorat - Programme d'apprentissage par l'expérience généralement offert aux élèves, de concert avec les établissements postsecondaires et les spécialistes de la collectivité. Un professeur de sciences de l'université peut, par exemple, proposer à un élève de sciences de l'aider à mener à bien un projet spécial pendant un nombre d'heures donné.
- o Observation en milieu de travail - Mode d'apprentissage par l'expérience offert aux élèves qui n'ont pas les compétences requises pour tenter une expérience pratique d'éducation coopérative. Cette formule convient habituellement aux élèves du cycle intermédiaire. Les élèves ne participent pas activement au travail, ils observent les travailleurs pendant une courte période de temps, jusqu'à une semaine par exemple.
- o Organisme de formation - Organisme commercial, industriel ou social qui participe au programme d'éducation coopérative en mettant à la disposition des élèves un ou plusieurs postes de formation.
- o Personnel non enseignant - Personne qui ne détient pas le brevet d'enseignement de l'Ontario. Le personnel non enseignant qui participe aux programmes d'éducation coopérative agit souvent à titre de personne-ressource paraprofessionnelle et d'agent(e) de recrutement.

- o Plan de formation personnalisé - Description des activités d'apprentissage et de la formation qui seront offertes à un(e) élève particulier(ère) d'un programme d'éducation coopérative dans un poste de formation donné, et des objectifs visés par la formation. Ceci doit également comprendre les critères d'évaluation, les crédits auxquels la formation donne droit et le code de cours.
- o Poste de formation - Lieu spécifique au sein d'un organisme où l'élève du programme d'éducation coopérative est formé(e).
- o Préparation au stage - Sessions d'une durée minimale de 15 heures au cours desquelles les élèves sont informés de ce qui est attendu d'eux lors de l'entrevue préalable au placement et sur le lieu de travail.
- o Profils de formation généraux - Liste type de toutes les activités effectuées dans les postes de formation en rapport avec le programme scolaire. Utilisée par les enseignants pour prévoir les tâches et les activités à proposer aux élèves dans les postes de formation et élaborer les plans de formation personnalisés.

- o Programme d'éducation coopérative inspiré du programme-cadre Orientation - Cours fondé sur le programme-cadre Orientation, cycles intermédiaire et supérieur, 1984 qui donne aux élèves la possibilité de s'initier à diverses carrières.
- o Qualification de spécialiste en éducation coopérative - Cours en trois parties approuvé par le ministère de l'Éducation, permettant d'acquérir des qualifications supplémentaires en éducation coopérative et offert par les facultés des sciences de l'éducation.
- o Rapport circonstancié - Description écrite du comportement et du rendement de l'élève par un(e) enseignant(e) du programme d'éducation coopérative, basée sur l'observation directe et accompagnée des commentaires de l'agent(e) de formation.
- o Rapport d'évaluation - Évaluation écrite du rendement des élèves placés dans les postes de formation.
- o Recrutement - Prises de contact et rencontres avec les employeurs éventuels de la collectivité pour les informer des avantages qu'il y a à participer aux programmes d'éducation coopérative, évaluer le potentiel des postes de formation et inviter les employeurs à s'engager à participer aux programmes.

- o Réflexion/discussion - L'une des techniques utilisées dans le cadre des sessions d'intégration régulières qui encourage les élèves à analyser, comparer et contraster leurs expériences extrascolaires.

WHITE, D. J.

George Kirby

David R. Kirby

Robert Kirby

Robert Kirby

Robert Kirby

Robert Kirby

WHITE, D. J.

John Kirby

Pauline Kirby

William Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

John Kirby

REMERCIEMENTS

Les personnes suivantes ont participé à l'élaboration et à l'évaluation du programme-cadre d'études technologiques. Le ministère de l'Éducation tient à les remercier de leur contribution.

COMITÉ D'ÉLABORATION

George King,	Conseil de l'éducation du comté de Wellington et Bureau régional du Centre, Ministère de l'Éducation
Richard Rancourt,	Centre de l'enseignement secondaire et de l'éducation des adultes
Michel Robineau,	Bureau régional du Nord-Est, Ministère de l'Éducation
Patricia Shaughnessy,	Conseil de l'Éducation de la ville de York
Tom Tidey,	Gérant du projet, Centre de l'enseignement secondaire et de l'éducation des adultes, Ministère de l'Éducation
Keith Waites,	Centre de l'enseignement secondaire et de l'éducation des adultes, Ministère de l'Éducation

COMITÉ CONSULTATIF

Joan Attai,	Conseil de l'éducation du comté de Brant
Pauline Boyle,	Conseil des écoles séparées catholiques de Windsor
Brian Bronson,	Conseil de l'éducation de Kirkland Lake
Jack Burns,	Conseil des écoles séparées catholiques de Dufferin-Peel
Gerry Clarke,	Bureau régional de l'Est, Ministère de l'Éducation
Cheryl Craig,	C.D. Craig Enterprises Inc.
Ron Dawson,	Conseil de l'éducation de la ville de Hamilton
Norm Dodgson,	Conseil de l'éducation de Peel
David French,	Sears Canada Inc.
John Futa,	Bureau régional du Centre, Ministère de l'Éducation
Peter Gima,	Conseil de l'éducation de la ville d'Etobicoke
Bill Irwin,	Conseil de l'éducation du comté de Lincoln
Barry McGill,	Collège Fanshawe d'arts appliqués et de technologie
Ross Milne,	Trans Canada Pipelines
Eva Nichols,	Conseil de l'éducation de Northumberland Newcastle
Peter Phelan,	Conseil des écoles séparées catholiques du comté de Simcoe
Janice Priest,	Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie
Don Shearer,	Conseil de l'éducation de la ville de Windsor
George Soulis,	Université de Waterloo
Gordon Vala-Webb	Fédération ontarienne du Travail
Betty Tamas,	Conseil de l'éducation de Halton
Jeanne-Pierre Thibault,	Conseil scolaire d'Ottawa

COMITÉ D'ADAPTATION (Version française)

Simone DiTommaso,	Conseil de l'éducation de la ville de North York
Richard Rancourt,	Centre de l'enseignement secondaire et de l'éducation des adultes
Michel Robineau,	Bureau régional du Nord-Est, Ministère de l'Éducation
Jean Tanguay,	Conseil de l'éducation de Carleton
Jean-Pierre Thibault,	Conseil scolaire d'Ottawa
Albert Tremblay,	Conseil des écoles séparées catholiques du District de Kapuskasing

ADDITIONAL
PAGE

100

100

100

100

100

100

100

100